

Frédéric Cépède

Les socialistes, l'histoire à contribution ou  
le long remord de l'histoire

On accueillant le congressistes socialistes le vendredi 16 mai 2003, François Rebsamen, le maire de Dijon, dans un exercice obligé, rappelait les grandes heures de la Bourgogne, depuis ses oppidums gaulois (« *Bibrac et Alésia, si je les cite, c'est parce que c'est la double image de la France, querelleuse et divisée, qui soudain se rassemble et fait bloc devant l'adversaire* »), et de sa ville. Il n'oubliait pas d'illustres nivernais d'adoption, François Mitterrand, et 10 ans après sa mort, Pierre Bérégovoy. Mais c'est à la histoire de la gauche qu'il voulait surtout se référer devant ses camarades. « *Le destin de la gauche a toujours été de prendre en charge ces moments historiques, de libérer la France du joug seigneurial en 1789, de mettre fin à l'oppression absolutiste en 1830, de poser les grands principes de la fraternité en 1871, de conquérir des droits sociaux pour le peuple en 1936, de créer les conditions de l'unité nationale en 1945, de réaliser, en mai 1981, une alternance démocratique historique dont le pays avait tant besoin. A chacune de ces dates, le peuple de France a confié à la gauche la responsabilité d'accomplir un nouveau progrès<sup>1</sup>.* »

L'évocation de ce passé glorieux n'est pas qu'un effet de tribune, elle est indispensable aux socialistes pour se sentir eux-mêmes. Mais elle cache aussi un rapport moins apaisé des socialistes à leur propre histoire. François Rebsamen, qui se veut optimiste à l'ouverture du congrès, le rappelle à ses camarades : « *Notre parti a une longue histoire, alternance de succès et de crises, et nous en sommes fiers, de cette histoire. Pierre Mauroy, que je salue, dans ses Mémoires, fait remarquer avec justesse, que pratiquement à chaque décennie, depuis le début du XXe siècle, le socialisme a été confronté à l'exigence de sa régénération. Et qu'il est dans sa nature même de s'épuiser puis de renaître dans le jeu de cycles successifs. Après le départ de Lionel Jospin, qui a dirigé la France en notre nom pendant cinq ans, un cycle s'est achevé. De ce cycle, de cette période, de son bilan, nous pouvons et nous devons être fiers* ». Mais plus étonnant, François Rebsamen oublie, tout comme le secrétaire fédéral Michel Neugnot, d'évoquer le souvenir d'une des grandes figures socialistes de la Bourgogne, le résistant Jean Bouhey, pourtant le seul député SFIO à avoir voté

---

<sup>1</sup> L'Hebdo des socialistes, n°277, 24 mai 2003. Les principaux discours sont téléchargeables sur le site du PS ([www.parti-socialist.fr](http://www.parti-socialist.fr), rubrique congrès de Dijon), ou sur celui de la fédération de Côte d'Or.

contre les accords de Munich, le fondateur de *La Bourgogne républicaine*, au parcours militant exemplaire...

D'après des statuts inchangés sur ce point depuis l'unité de 1905, le congrès national est le temps fort de la vie du PS et de ses militants : il dirige le Parti, vote la ligne politique (exprimée dans une motion) qui sera appliquée par la direction jusqu'au prochain congrès (qui se réunit depuis 1994 tout les trois ans) qu'il élit à la proportionnelle des mandats obtenus par chacune des motions<sup>2</sup> en présence, sauf accords préalables. Le dernier congrès nous offre donc un poste d'observation pertinent pour mesurer le rapport à l'histoire des socialistes. Et « l'oubli » de Jean Bouhey une des questions liées à une histoire – ou une mémoire – sélective des socialistes. Bien plus que les discours, les 18 contributions et les 5 motions présentées à Dijon fournissent une matière particulièrement abondante – et pertinente – pour l'estimer. Nous pouvons également nous appuyer sur les trois enquêtes que nous avons conduites à Brest (1997), Grenoble (2000) et Dijon<sup>3</sup>, qui visaient à cerner « l'identité » des congressistes socialistes à travers des questions sur leurs rapports aux grands événements de l'histoire nationale, de l'histoire du PS, aux leaders historiques, à la communication du parti, aux symboles... Mais avant de présenter les résultats de nos investigations, il nous semble utile de poser quelques jalons pour comprendre ce qui nous semble être un long remord de l'histoire.

### ***La relation difficile des socialistes à leur histoire***

Les hommes politiques entretiennent un rapport singulier à l'histoire. Et les socialistes en particulier, comme l'a récemment montré Fabrice d'Almeida dans sa thèse *Histoire et politique en France et en Italie de 1944 à 1983*<sup>4</sup>. L'historien a traqué la place et le rôle dévolus à l'histoire, et à l'histoire socialiste notamment, à travers les traces laissées par leurs écrits (dans la presse, les revues, les ouvrages), écoles, associations d'amis (de Jaurès, de Guesde, de Ramadier, de Mollet, de Turati...), manifestations et cérémonies du souvenir (Jaurès, Andrea Costa, Labriola...),

---

<sup>2</sup> Dans la période qui précède le congrès, des contributions au débat sont proposées; ces contributions peuvent fusionner dans une motion de synthèse, à l'occasion du conseil national du PS, ou, sans synthèse préalable, dans différentes motions qui seront proposées au vote des militants

<sup>3</sup> Une première approche de cette enquête de 1997 menée par la commission histoire du PS et l'OURS a été présentée dans deux n° de *recherche socialiste* (n°12 et 13, en 2000). Les deux sondages effectués auprès des délégués aux congrès de Brest (1997) et Grenoble (2000) ont été présentés dans *recherche socialiste* 22 (mars 2003). Nous avons eu en 1997 : 155 réponses, 128 en 2000, et 80 réponses à notre dernière enquête à Dijon. Compte tenu de la population homogène, et de la représentativité spatiale, générationnelle et "politique" de nos corpus, les résultats nous ont semblé pertinents à exploiter.

<sup>4</sup> Fabrice d'Almeida, *Histoire et politique en France et en Italie : l'exemple des socialistes, 1945-1983*, préface de Gaetano Arfè, École Française de Rome BEFAR 302, 1998, 629 p

analysant également les échos que ces initiatives trouvèrent dans la communauté scientifique et intellectuelle, chez les universitaires historiens par exemple. L'histoire ainsi racontée et vécue - et qui continue à s'exprimer sous des formes voisines - alimente la mémoire et affirme l'identité socialiste, marquant dans le cas des socialistes français deux renaissances au cours du dernier demi-siècle. La première, amorcée dès la Libération, connaît une première crise en 1946, mais avec un Parti, des blumistes aux mollettistes, revendiquant l'héritage dans sa totalité. La seconde en 1971, au congrès d'Épinay, portant en mémoire la scission de 1958 et les oppositions sur la politique algérienne du gouvernement Guy Mollet, déboucha sur une autre identité forgée en rupture avec la précédente, conduisant à un tri sélectif dans l'héritage, le nouveau PS se construisant aussi contre la SFIO. Cependant, d'hier à aujourd'hui, les socialistes se sentent à la fois les premiers acteurs de l'histoire nationale (les Lumières, les révolutions, l'émancipation, le progrès, le peuple de gauche en marche, l'alternance, c'est eux), tout en s'en étant longtemps sentis exclus donc portés à l'écrire ou à en prendre en charge son « grand récit<sup>5</sup> » (rappelons rapidement que Jean Jaurès dirigea une *Histoire socialiste de la Révolution Française*, que Blum fit se fit le chroniqueur des premiers congrès socialistes, que les guesdistes imaginèrent et publièrent une *Encyclopédie socialiste* au début du XXe siècle, que Guy Mollet créa l'OURS et Pierre Mauroy la Fondation Jean-Jaurès<sup>6</sup>).

Et dans le même mouvement, certains nourrissent ce que l'on pourrait appeler une haine de soi assez étonnante à l'égard de leur propre histoire. L'illustrent, à notre sens, les débats récents autour du « droit d'inventaire », s'agissant de l'itinéraire et de l'action de François Mitterrand, ou les violentes diatribes de Michel Rocard à l'encontre de la SFIO et de Guy Mollet, qu'il aborde la politique algérienne des socialistes<sup>7</sup> ou... la question des retraites<sup>8</sup>. Par-delà le cas de Michel Rocard, au nom

---

<sup>5</sup> Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Angenot Marc, *L'utopie collectiviste, le grand récit socialiste sous la Deuxième internationale* (PUF, 1993, 397 p.) dans lequel il étudie, en linguiste, les textes des socialistes parus entre 1880 et 1914.

<sup>6</sup> Sur une approche historique et « mémorielle » de ses deux institutions, nous renvoyons à la thèse de Philippe Marlière, « La mémoire socialiste. Un cas d'étude sociologique du rapport au passé », 528 p., thèse de doctorat de sciences politiques et sociales, Institut universitaire européen, Florence, Mai 2000, sous la direction de Stephen Lukes, et à son article « l'OURS : trajectoire d'un lieu de mémoire socialiste », in *Associations et champ politique, La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, (sous la dir. de) Claire Andrieu, Gilles le Beguec, Danielle Tartakowsky, Publications de la Sorbonne 2001 723 p. Cf. également la thèse de Fabrice d'Almeida op. cit, et le n° spécial « 30<sup>e</sup> anniversaire de l'OURS », *Recherche socialiste* n°7, juin 1999.

<sup>7</sup> Voir l'introduction et son entretien publiés dans son dernier ouvrage, Michel Rocard, *Rapport sur les camps de regroupements et autres textes sur l'Algérie*, Edition critique établie sous la direction de Vincent Duclert et Pierre Encrevé, Mille et unes nuits Document, 2003, 332 p.

<sup>8</sup> Loi Fillon : les brutaux et les "mollettistes", point de vue à propos du débat sur les retraites, dans lequel Michel Rocard critique la position de la direction de son parti : « Dans ma jeunesse, nous appelions "mollettisme" cette attitude de double langage qui promettait trop et décevait du même

de l'idéal dont ils sont les bâtisseurs, le degré d'exigence de nombreux socialistes<sup>9</sup> vis-à-vis des leurs, qu'ils soient aux affaires ou dans l'opposition est sans concession : en 1914, l'Union sacrée, en 1936, la non intervention, en 1938, Munich, le vote du 10 juillet 1940, les drames de la décolonisation, la guerre d'Algérie, autant d'épisodes sur lesquels les socialistes peinent à discuter sereinement. La polémique sur le *Livre noir du communisme* et les interventions parfois maladroites de ses responsables illustrent leur difficulté à rendre compréhensible leurs relations avec les communistes, entre anticommunisme et Union de la gauche, faute de périodisation et d'explication... Léon Blum évoquait la peur du « qu'en dira-t-on » communiste au congrès de 1946, sans convaincre tous ses camarades de la réalité du danger.

Des tempéraments socialistes plus ronds, moins portés à l'auto flagellation, offrent cependant une lecture plus sereine de l'histoire récente et ancienne. *Les Mémoires* de Pierre Mauroy<sup>10</sup> relèvent de la geste socialiste et s'inscrivent dans une relation critique emplie de fierté mais aussi plus apaisée à l'histoire du peuple de gauche ; mais d'en son histoire personnelle, il paraît largement minorer son engagement auprès de la majorité de la SFIO dans les années 60 et anticiper son inscription dans le sillage de François Mitterrand à partir de 1965, comme s'il fallait toujours marquer sa distance avec le parti de Guy Mollet.

On pourrait multiplier les renvois aux essais autobiographiques des responsables socialistes, et relever les omissions, reconstructions, en dresser les lieux communs, tant le genre suscite des postulants, intéresse des éditeurs à défaut de lecteurs... Côté ministres ou anciens ministres, dans les dernières années, et sans prétendre à l'exhaustivité<sup>11</sup>, Daniel Vaillant, Christian Pierret, Marylise Lebranchu, Catherine Tasca, Elisabeth Guigou, Jean Glavany, Catherine Trautmann, Pierre Joxe, Yvette Roudy ont fixé les grandes étapes de leur parcours politique, comme autant de

---

fait. C'est ainsi qu'à l'époque s'est érodée la confiance des électeurs dans l'action des socialistes. ” *Le Monde*, 18 juin 2003.

<sup>9</sup> Rien cependant en comparaison du procès rituel en haute trahison que lui instruit régulièrement “la gauche de la gauche” Cf. Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, Arlea, 2000, 646 p.

<sup>10</sup> Pierre Mauroy, *Mémoires*, “ Vous mettez du bleu au ciel ”, Plon 2003 507 p

<sup>11</sup> Daniel Vaillant, *C'est ça ma gauche*, Préface de Lionel Jospin, Plon, 2001, 220 p ; Christian Pierret, *Ministre à gauche, Le magique et le réel*, Le Pré aux clercs, 2002, 217 p ; Marylise Lebranchu, *Être juste, justement*, Albin Michel, 2001, 269 p ; Catherine Tasca, *Un choix de vie*, Plon, 2001, 206 p ; Elisabeth Guigou, *Une femme au cœur de l'État*, entretiens avec Pierre Favier et Michel Martin-Rolland, Paris, Fayard, 2000, 404 p ; Jean Glavany, *Mitterrand, Jospin et nous*, Paris, Editions Grasset & Fasquelle, 1998, 302 p et *Politique folle*, Grasset, 2001, 282 p ; Catherine Trautmann, *Sans détour*, Seuil, 2002, 165 p ; Pierre Joxe, (entretiens avec Michel Sarazin), *À propos de la France, itinéraires 1*, Paris, Flammarion, 1998, 334 p. ; Yvette Roudy, *Parcours*, Entretien avec Delphine Gardey et Jacqueline Laufer, Editions du Club ZERO, (1, passage d'Enfer 75015 Paris), 2002, 80 p.

responsables nationaux<sup>12</sup>, voire de simples militants<sup>13</sup> Les journalistes préparent aussi les futurs travaux des historiens avec des biographies plus ou moins fouillées, autorisées ou non : la bibliographie concernant François Mitterrand est immense, celle de Lionel Jospin<sup>14</sup> venait de s'enrichir, celle de François Hollande<sup>15</sup> débute ; les anciens premiers ministres de gauche, Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy, Edith Cresson ont tous été biographiés, comme Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Jacques Delors... Et si Jack Lang préfère publier sur les personnages de la Renaissance, François Hollande préface en 2003 un ouvrage sur Léon Blum, ou des mémoires de militants...

Ce véritable « phénomène éditorial » n'est certes pas spécifique aux socialistes – même s'il est sur ce côté de l'échiquier récent et lié à leur passage prolongé au pouvoir. Il relève à la fois de l'histoire industrielle et commerciale (dont les intérêts demeurent mystérieux), et de la culture politique. La politique n'est pas tout, entrer dans le monde des lettres est toujours une consécration pour l'homme politique, et le livre, par excellence, l'objet qui le campe en majesté : le récit de vie prenant certainement moins de temps que l'essai politique, l'engouement pour ce genre trouve là une partie de son explication. Mais, pas seulement. Postulons puisqu'il semble impliquer plus d'acteurs – jusqu'aux militants de base de l'organisation, les publications à compte d'auteur n'étant pas rares –, qu'il répond toujours à un véritable besoin chez les socialistes d'inscrire leur parcours dans une histoire commune, une histoire collective longtemps assimilées à celle des vaincus. Les

---

<sup>12</sup> Citons dans le désordre : Jean-Paul Huchon, *La Montagne des singes, Du rocardisme aux années Jospin*, Grasset, 2002, 275 p. ; Claude Estier, *De Mitterrand à Jospin, trente ans de campagnes présidentielles*, préface de Lionel Jospin, Paris, Stock, 1995, 352 p. ; Michel Charzat (entretiens avec Claude Neuschwander), *Politiquement libre*, Paris, Editions La Découverte, 1999, 216 p. ; Daniel Benoist, *Mémoire de lui et de moi*, Editions du terroir, 208 p. ; Jacques Fleury, Cité Malesherbes, mémoires d'un jeune militant socialiste 1959-1973, préface de François Hollande, Paris, Bruno Leprince Éditeur, 1999, 317 p. ; Jean-Christophe Cambadélis, *Le chuchotement de la vérité*, Plon, 2000, 224 p. ; Roger Quilliot, avec Claire Quilliot, *Mémoires*, 1 et 2, Paris, Editions Odile Jacob, 1999, 287 p. ; Raymond Forni, *Un enfant de la République*, Stock, 2002, 207 p.

<sup>13</sup> Quelques récentes parutions de militants connus ou non : André Chazalette, *Le socialisme, une porte entr'ouverte*, Lyon, Mario Mella édition, 2001 ; Henry Ghilo, *De Latché à Cintegabelle ou le parcours d'un militant*, Vannes, Éditions Scripta, 2000, 253 p. ; Lucile Schmid, *Une femme au pays des hommes politiques*, Flammarion, 204 p. ; Guy Konopnicki, *La Gauche en folie*, Balland, 2003, 187 p.

<sup>14</sup> Citons son dernier ouvrage paru avant le premier tour de la présidentielle, dans lequel il revient sur son itinéraire militant (Lionel Jospin, *Le temps de répondre*, Entretiens avec Alain Duhamel, Paris, Éditions Stock, 2002, 283 p.) et après les deux biographies qui "révélaient", après de nombreux articles de presse, son passage dans les rangs trotskistes : Serge Raffy, *Jospin, secrets de familles*, Paris, Fayard, 2001, 435 p. et Claude, Askolovitch, *Lionel*, Paris, Grasset & Fasquelle, 2001, 409 p. (la première biographie était signée de Gérard Leclerc et Florence Murraciale : *Lionel Jospin, l'héritier rebelle*, JC Lattès, Paris, 1996, 328 p. suivi de *Jospin, l'énigme du conquérant*, Paris, Editions Jean-Claude Lattès, 2001, 270 p.)

<sup>15</sup> François Bachy, *François Hollande, Un destin tranquille*, Plon, 2001, 242 p.

passages répétés au pouvoir depuis près de 30 ans n'auraient pas rendu moins urgent le besoin d'écrire l'histoire, comme si celle-ci demeurait toujours confisquée, voire détournée. L'histoire reste un enjeu, et l'objet d'instrumentalisation, comme l'a bien montré Fabrice d'Almeida, et pousser jusqu'à aujourd'hui son travail sur les textes en confirmerait ses acquis. Sans doute préciserait-il, dans un paysage politique dans l'ensemble plus serein la persistance d'une conception « rocardienne<sup>16</sup> » face à une histoire « mitterrandienne » de l'aventure des socialistes, et un rapport aujourd'hui plus critique au rôle de François Mitterrand<sup>17</sup>.

### *Le Panthéon socialiste*

L'histoire, ce sont les grands hommes. Le tableau 1 présente le nombre d'occurrences repérées pour les grandes figures de la gauche<sup>18</sup>. dans les 18 contributions et les 5 motions. Le nom de Lionel Jospin, le leader déchu, est cité 55 fois, dans 15 contributions sur 18... Même si quelques critiques pointent sur la conduite de sa campagne et son bilan, c'est un hommage à son action et à son parcours qui est rendu ; mais peut-être également, dans le cadre de ce congrès, une façon de tourner une page, et de le faire entrer dans l'histoire, bref, de revendiquer sa place. François Mitterrand est cité onze fois, Jean Jaurès huit, devant Léon Blum six, Pierre Mendès France deux fois. François Mitterrand est évoqué onze fois mais à

---

<sup>16</sup> L'histoire de la SFIO est relue au prisme de l'incapacité de Guy Mollet à trouver une solution à la guerre d'Algérie. Cf. le Rebonds de Bernard Poignant (*Libération*, 30 septembre 2002) « Un socialiste libéral est aussi de gauche », dans lequel il évoque « la troisième force de la SFIO de Guy Mollet, c'est-à-dire l'alliance avec le centre et une partie de la Droite, donc un renoncement à une stratégie d'Union de la gauche ». Des extraits de cet article ont aussi été publiés le 27 septembre 2002 dans *Cap Finistère*, l'hebdomadaire de la fédération du PS, à côté de celui du secrétaire fédéral, Jean-Jacques Urvoas : « Jaurès, Blum, Mollet, Mitterrand... » : « De Guy Mollet n'oublions pas où peut mener l'ambiguïté. Mollet [...] fut incapable de mettre ses actes en harmonies avec ses paroles. » La SFIO est un parti « qui avait tout oublié de ses principes et de ses buts. » Dans *L'Hebdo des socialistes* (n° 256, 14 décembre 2002), sous la titre « Guérir la maladie infantile des socialistes français », Gérard Lindeperg dénonce : « Lorsque Guy Mollet bat Daniel Mayer sur sa "gauche" à la Libération, son orientation est tellement déconnectée de la réalité qu'une fois au pouvoir, il cède aux dérives opportunistes et enlève la France dans les guerres coloniales. » Voir François Lafon, « Congrès 1946-2003, le Rappel à l'ordre », *Recherche socialiste* n° 22, mars 2003, p. 68-72.

<sup>17</sup> Sur la mémoire du mitterrandisme dans le Parti socialiste aujourd'hui, cf., Rémi Darfeuill, *La Mémoire du mitterrandisme au sein du PS*, DEA, IEP de Paris, 2002 (Prix de la Fondation Jean-Jaurès, publié en version abrégé dans une Note de la Fondation Jean-Jaurès, en 2003).

<sup>18</sup> Le site de la section virtuel du PS, Temps réel s'est livré à un exercice de lexicographie sauvage sur quelques thèmes des motions (Fréquence du mot ouvrier par exemple). Il relève que « dans les 18 contributions, le nom de Lionel Jospin était cité 52 fois... Celui de François Hollande 18 fois. Quelques contributeurs continuent de se référer à Léon Blum ( 7) ou Jean Jaurès ( 4), Pierre Mendès France (2). François Mitterrand n'est évoqué que 11 fois. Cette page de l'histoire socialiste semble tournée. » Le caractère « sauvage » de leur comptage marque quelques différences avec les nôtres mais pas fondamentales.

travers 8 contributions, soit près de la moitié, quand Jaurès ne l'est que dans 5 et Blum dans 3.

L'appel aux grands ancêtres n'est donc pas un impératif dans la littérature partisane, il vient à l'appui ou en clin d'œil. Plus intéressantes sont la convocation par Jean-Marie Bockel, champion isolé du « blairisme », avec Jaurès et Mendès France – présent aussi dans la contribution soutenue par Arnaud Montebourg, qui ne cite pas François Mitterrand –, de Carlo Rosselli, qui concourt ainsi à enrichir le Panthéon socialiste. Mais au stade des motions, le cercle des références se restreint.

Dans sa contribution, François Hollande ne se réfère qu'à Lionel Jospin, son prédécesseur à la tête du Parti, comme s'il voulait incarner tout seul, fonction oblige, le parti et son histoire. A tel point qu'il reprend sans en citer l'auteur la formule de Jaurès, « le socialisme, c'est la république jusqu'au bout », référence qu'il précise cependant plus tard dans sa motion en nommant cette fois le grand tribun socialiste et en ouvrant les guillemets. De même, François Mitterrand figure dans sa motion, alors que dans sa contribution, il était déjà présent mais simplement à travers l'évocation de la victoire de 1981 ou des acquis des gouvernements de la gauche depuis cette date. Pour affirmer sa position centrale dans le Parti, comptable du présent et du passé, les mannes des grands ancêtres deviennent utiles au moment de rassembler la majorité des socialistes. Cette attention n'est sans doute pas un hasard.

Dans nos enquêtes, nous demandions aux délégués de choisir deux dirigeants historiques parmi sept proposés, qui leur semblait « le mieux incarner l'idéal socialistes ». Le tableau 2 synthétise les résultats :

	1997 sur 150 réponses		2000 sur 123 réponses	Cité par	2003 sur 80 réponses	
Guesde	7	4,67%	10	8,13%	2	2,56%
Jaurès	124	82,67%	103	83,74%	63	80,77%
Blum	72	48,00%	52	42,28%	45	57,69%
Mayer	9	6,00%	5	4,07%	2	2,56%
Mollet	2	1,33%	8	6,50%	0	0,00%
Mendès France	57	38,00%	49	39,84%	37	47,44%
Mitterrand	36	24,00%	29	23,58%	14	17,95%

Les réponses des trois enquêtes placent sans surprise Jean Jaurès largement en tête des grandes figures socialistes : il incarne l'idéal socialiste, toujours devant, dans

l'ordre, Léon Blum et Mendès France. Le couple Jaurès-Blum est le tandem préféré des délégués, un peu moins d'un autre tiers lui préférant le couple Jaurès-Mendès France. Mendès France, qui n'appartient pas au PS, distance toujours largement François Mitterrand, et il reste très loin devant Daniel Mayer, Guy Mollet ou Jules Guesde, cités marginalement. Au fond, plus on remonte dans le temps plus les figures célèbres sont intégrées dans l'idéal et deviennent consensuelles. Les autres semblent tomber dans l'oubli.

La mémoire de François Mitterrand demeure fluctuante pour les socialistes, comme si sa place dans l'histoire du PS peinait à trouver une légitimité moins passionnelle<sup>19</sup>. Les plus francs soutiens de François Mitterrand se trouvent en 2000 chez ceux qui se sentent proche d'Élisabeth Guigou ou d'Henri Emmanuelli. En réponses à d'autres questions sur lesquelles nous reviendrons, les rocardiens plébiscitent l'élection de 1981, événement fondateur du PS actuel avec celui du Front populaire, mais sont nettement plus réservés sur l'importance du congrès d'Épinay. Les réponses des congressistes sur les slogans des affiches<sup>20</sup> qui leur semblent encore pertinent, précisent cette perspective. Elles témoignent des ambiguïtés de la mémoire sur l'imperium mitterrandien. Ce dernier est loué pour les élections de 1981, *la Force tranquille* recueillant près de 50 % d'adhésion, quand *Génération Mitterrand*, et *la France unie* de 1988 avec respectivement entre 10 et 12 % et 13 et 18% d'adhésion dans nos trois enquêtes sont boudés par les socialistes. La victoire de 1981 reste un des acquis de l'histoire des socialistes et évite souvent de citer le nom de l'ancien président de la République.

En regard, la position marginale de Guy Mollet peut servir de transition. Très peu cité dans nos trois enquêtes dans le Panthéon socialiste, voire comme un rappel d'« un passé qui ne passe pas » par des militants souhaitant titiller la mémoire de leurs camarades, il n'est nommé qu'une fois, dans la contribution d'Éric Besson et de Ancrage. Dans le mouvement socialiste, écrit-il, « *deux tendances s'y sont toujours affrontées : d'une part le guesdisme qui, de Guesde à Guy Mollet, n'a cessé de s'appuyer sur l'intransigeance doctrinale tout en consentant dans la pratique les compromissions les plus étonnantes et d'autre part les réformistes qu'ont incarné Jaurès et Blum* ». Cet lecture d'un affrontement éternel entre deux grands courants se retrouve dans les ouvrages de Jacques Kergoat notamment, et semble intégré aujourd'hui par de nombreux socialistes. Il n'est pas le lieu ici d'en discuter la

---

<sup>19</sup> cf. cf., Rémi Darfeuille, op. cit.

<sup>20</sup> Les affiches proposées étaient les suivantes, 3 choix étant possible : 1) Tout est possible, 1972 ; 2) La seule idée de la droite, garder le pouvoir, mon premier projet, vous le rendre, 1974 ; 3) Le socialisme, une idée qui fait son chemin, 1976 ; 4) Vivre et travailler au pays, 1977 ; 5) D'abord, l'emploi, 1981 ; 6) La force tranquille, 1981 ; 7) Donnons lui l'Europe, 1984 ; 8) Au secours, la droite revient, 1986 ; 9) Génération Mitterrand, 1988 ; 10) La France unie, 1988 ; 11) Gagner l'avenir, 1997.

pertinence. La contribution de « Nouveau monde » procède par antiphrases (« *”Chacun sait bien qu’un congrès se gagne à gauche”, sourient-ils. Mais ces sarcasmes risquent d’atteindre leurs auteurs. Car qui donc se réfugie dans la posture ? [...] La première des rénovations, la plus urgente en tout cas, c’est bien celle-ci : le refus du double langage !* ») et n’a pas besoin de citer le dernier secrétaire général de la SFIO. A travers ces deux évocations limpides, Mollet incarne, au même titre que la SFIO, un moment d’histoire que les contributeurs rejettent. Et rien ne peut être pire pour un socialiste que de se faire qualifier de molletiste ou soupçonner de molletisme. Le tri dans l’héritage socialiste demeure d’actualité, la référence historique un enjeu politique.

### ***La place de l’histoire dans la préparation du congrès***

Le tableau 1 recense également la place de l’histoire socialiste essentiellement, dans les contributions à travers l’emploi des items « histoire, historique, historiquement » et la fréquence d’autres référence à l’histoire et à l’identité des socialistes<sup>21</sup> ; il en ressort, sans grande surprise, que toutes les contributions, à l’exception de celle soutenues par Marc Dolez, de la fédération du Nord, utilisent une ou plusieurs fois ces items.

Dès son introduction, les militants de la contributions « Pour un nouveau parti socialiste », emmenés par Vincent Peillon et Arnaud Montebourd, déclarent :

*« Comme d’habitude toutes les contributions vont commencer par la même phrase : “le Parti socialiste est à un tournant de son histoire”, mais à la différence des autres fois, cette fois c’est vrai. »*

De même pour la motion Utopia : *« Au lendemain d’un terrible revers électoral, le congrès de mai 2003 à Dijon sera sans doute l’un des plus importants de l’histoire des socialistes depuis le congrès d’Epinay de 1971 »*. Le moment est historique pour tous les socialistes puisqu’en des termes quasi identiques la totalité des textes l’exprime (sauf Utopia qui préfère le mot revers à défaite). En effet, les socialistes ont une mission historique à accomplir : *« [Ils] se sont historiquement donnés pour ambition de transformer en profondeur la société »* affirme la contribution générale présentée par « Utopia ». Martine Aubry rappelle de son côté que *« le combat pour le plein emploi et des emplois de qualité doit être au cœur de la lutte contre les inégalités, ambition majeur et historique des socialistes »* et plus loin que *« reconstruire la République citoyenne, c’est affirmer des droits dans l’esprit du*

---

<sup>21</sup> Les 18 contributions générales pour le congrès de Dijon ont été publiées dans le Cahier 1, Congrès de Dijon, les 16, 17 et 18 mai 2003, *L’Hebdo des socialistes*, supplément au n° 260, 25 janvier 2003, les 5 motions dans *L’Hebdo des socialistes*, supp. au n° 268, 22 mars 2003. Nous renvoyons également consultation de ces motions soit au site Internet du PS ([www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)), soit au site non officiel [www.psinfo.net](http://www.psinfo.net).

*combat historique de la Gauche contre les inégalités* ». Pour Jean Glavany, « *la gauche doit retrouver impérativement sa mission historique de lutte contre les inégalités* ». Ce que confirme François Hollande dans sa motion : « *Nous avons la conviction que nous sommes, nous, socialistes, à un nouveau tournant de notre histoire* » et comme il le disait en ouvrant le débat dans sa contribution, les socialistes portent « *une tradition, le socialisme démocratique, dont le combat s'est identifié à la République pour la prolonger jusqu'au bout.* » C'est donc, au-delà de la gestion quotidienne des affaires, ou de la « *politique politicienne* », au nom de l'histoire, et sous son regard, mais également à l'échelle d'une histoire dont ils sont les acteurs, les moteurs, que les socialistes débattent.

Dans le même registre, mais plus pessimiste, Marc Dolez dans sa « *Motion Militante* » monte au créneau au nom de cette histoire « *trahie* », notamment sur la laïcité qui est « *l'exemple le plus parlant de l'abandon progressif d'un de nos combats historiques* ». Tout aussi sceptique, Henri Emmanuelli constate dans sa contribution que « *par leur vote ou leur abstention, les Françaises et les Français ont marqué leur désaveu d'une gauche qui ne fait plus la différence avec la droite, dans un monde où le politique semble avoir renoncé à gouverner et à orienter l'histoire* ». Peser et orienter l'histoire, mais aussi la connaître. La contribution reproche au PS de ne pas remplir son rôle sur ce point : « *Actuellement, aucune action n'est prévue pour faire connaître et assimiler l'histoire de notre mouvement, les principaux textes qui le régissent, les conclusions des analyses de nos conventions et textes de congrès et, par exemple, notre critique des caractéristiques du capitalisme de notre époque.* » Que serait une action pour faire « *assimiler* » l'histoire et les textes du PS par ses militants ? La création d'« *écoles de formation* » ? Les actions à entreprendre ne sont pas clairement définies. Quand à la diffusion des textes du PS, elle est tellement abondante qu'elle rend quasi impossible au militant le plus consciencieux la lecture de la presse interne, les quatre cahiers publiant les textes édités pour le congrès de Dijon représentant au total plus de 1 000 pages de format A4, qui plus est en caractères minuscules...! Au moins ce passage de la contribution d'Emmanuelli marque-t-il un retour à une conception traditionnelle de la propagande/éducation, et qu'il existerait « *une* » histoire du mouvement.

La motion du « *Nouveau Parti socialiste* » évoque cette question : « *L'Histoire et la Mémoire collective forment le ciment qui lie les histoires individuelles à une histoire collective. Aborder la question de l'Histoire et de la Mémoire collective, c'est entamer la discussion au sein de la société sur des événements parfois heureux mais plus souvent tragiques de l'histoire de la France et du Monde. Les événements sont nombreux (1ère et 2ème guerres mondiales, guerres d'indépendances, répression des immigrés) sur lesquels un travail de Mémoire est nécessaire et sur lequel peut venir se greffer la construction d'une nouvelle culture commune.*» Mais qu'on a dire les

socialistes en particulier ? La question reste posée, sans que la réflexion soit poursuivie.

L'histoire est un enjeu, et les contributeurs ont lu les historiens. Près de la moitié des contributions, notamment celles déposées par le club Régénération (ou le terme est utilisé 17 fois) ou par « Nouveau Monde », font références à la notion de « cycle » historique. Les nombreuses références au tournant que doit constituer le congrès de Dijon, ou au nouveau cycle à initier en témoignent également. Sans le citer mais en pensant à l'ouvrage majeur d'Alain Bergounioux et Gérard Grunberg *Le long remords du pouvoir*<sup>22</sup> où ils repéraient quatre grands “ cycles ” dans l'histoire du Parti socialiste depuis l'unité de 1905 – le premier, autour de Jaurès, allant de l'Unité jusqu'en 1914, celui de Blum et de l'évitement du pouvoir menant jusqu'en 1936, celui des expériences “ malheureuses ” du pouvoir courant de 1936 à 1971, et enfin le cycle inauguré à Épinay, avec la stratégie de conquête du pouvoir par François Mitterrand et la victoire de 1981, étant en crise depuis Rennes (1991) – la moitié des contributeurs socialistes diagnostiquent, pronostiquent ou souhaitent un changement de cycle. Mais l'historien et le politiste les présentaient également comme des facilités d'exposition, chacun de ces cycles ne rompant ou n'innovant pas totalement par rapport au précédent. Cependant, depuis 1990, le PS est-il entré dans un nouveau cycle ou vit-il le prolongement du cycle d'Épinay ? La question reste posée, et anime les réflexions des contributeurs.

Pour Jean-Marie Bockel, porte parole de la « Troisième voie » blairiste au PS, il y a peu de doute sur le tournant, et le besoin de rupture : « A l'heure où la gauche semble vivre la fin d'un cycle majeur de son histoire, où un certain nombre de modèles politiques sont épuisés comme le communisme, ou rencontrent leurs propres limites comme la social démocratie ; à l'heure où le Parti socialiste s'interroge sur son identité et sa légitimité face à l'apparente victoire à l'échelle mondiale, des idées capitalistes et libérales, il est urgent de redessiner une voie possible pour nos valeurs, nos projets, nos actions tout en tirant les leçons de l'histoire ancienne et récente. » C'est donc le cycle d'Épinay qui agonise toujours.

N'allant pas aussi loin, pour Régénération, l'élaboration d'une véritable grille de lecture de l'histoire des socialistes, s'avère nécessaire pour ces militants qui, de fait, contestent la voie suivie par la majorité sortante du PS, et tentent de rassembler des voix pour les appuyer. Cette contribution, qui émane de jeunes intellectuels, tentent de rendre intelligible l'histoire récente des socialistes mais surtout veut la mettre en cohérence avec leur doctrine, à l'épreuve des faits. Elle réinscrit donc l'histoire récente des socialistes dans le télescopage de la fin de plusieurs « cycles »,

---

<sup>22</sup> Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir, Le Parti socialiste français, 1905-1992*, Fayard, 1992, 554 p.

un cycle court, la défaite du 21 avril qui sonne le glas de l'expérience de la gauche plurielle, un cycle long de l'histoire contemporaine ponctué par l'effondrement du communisme, et un cycle moyen, initié à Épinay en 1971, porteur de la victoire de 1981, et des déconvenues suivantes. Avec des positions aussi tranchées, ces deux contributions appuieront ensuite la motion majoritaire. Au moment de la synthèse, il n'est plus temps de (ré)écrire l'histoire.

L'attention à l'histoire récente, la critique de la « ligne » d'Épinay contraste ici avec la contribution des proches d'Emmanuelli et de Mélenchon qui souhaitent retrouver le souffle d'Épinay. La lecture de ces motions confirme que dans le débat interne, le cycle initié en juin 1971 reste fondateur (ce congrès ou le parti d'Épinay<sup>23</sup> est évoqué par la moitié des contributions). Malgré la volonté de la direction du PS, portée par Michel Rocard en 1993, de renouer avec la longue durée de l'histoire socialiste en renumérotant les congrès depuis 1905 (celui de Dijon étant le 73e), l'attachement à la rupture avec la SFIO manifestée par ce congrès d'Épinay reste très forte, et exprimée explicitement dans un tiers des motions. Les quatre lettres SFIO demeurent attachées à une histoire douloureuse, pas revendiquée, sauf à travers les figures de Blum et Jaurès, et l'épopée du Front populaire.

Ce résultat relativise-t-il alors les réponses que nous avons recueillies en demandant aux délégués de retenir 2 choix parmi 8 grands événements de l'histoire socialiste :

Question 38	1997	2000	2003
1) La fondation du Parti socialiste en 1905 :	17,22%	22,76%	17,72%
<b>2) Le Front populaire en 1936 :</b>	<b>58,28%</b>	<b>60,98%</b>	<b>75,95%</b>
3) La signature du Traité de Rome, 1957	pas posée	8,13%	5,06%
<b>4) L'élection de François Mitterrand en 1981 :</b>	<b>44,37%</b>	<b>60,16%</b>	<b>56,96%</b>
5) Le refus du communisme à Tours, en 1920 :	36,42%	22,76%	16,46%
6) La paix en Indochine, 1954	pas posée	0,81%	7,59%
<b>7) Le congrès d'Épinay, en 1971 :</b>	<b>26,49%</b>	<b>27,64%</b>	<b>25,32%</b>
8) La victoire aux législatives de 1997 :	29,80%	13,01%	7,59%

Soulignons que 1936 et 1981 sont des victoires électorales, événements privilégiés sur d'autres ressortant de l'histoire intérieure, et que le congrès d'Épinay arrive immédiatement après à partir de 2000, ou de l'action politique des socialistes. Le peu de succès du traité de Rome marque-t-il à cet égard une méfiance à l'égard de l'Europe ? Sans doute pas ; il témoigne surtout que les socialistes ne se voient pas en pères de l'Europe. Quant au refus du communisme à Tours, il est de moins en moins mis en avant, ce qui semble indiquer l'absence d'un effet *Livre noir*. Par contre, à une autre question sur les grands drames de l'histoire nationale, « la guerre d'Algérie » arrive désormais en deuxième position derrière « l'occupation et la collaboration »

<sup>23</sup> “Le Congrès d'Épinay, en 1971, inscrit au Panthéon socialiste.....” lit-on dans la contribution de Régénération.

(mentionné par lors des trois congrès par près de 80 % des enquêtés). Choix en 1997 de 37,58 % des congressistes, elle l'était en 2000 par 46,67 % et 2003 par 61,54 % d'entre eux : une progression (elle arrivait après la Première guerre mondiale en 1997 et 2000 à mettre en regard des derniers travaux historiques et témoignages sur ces différents thèmes, les polémiques sur l'Algérie ayant été particulièrement vives au cours des deux dernières années. Sans que l'on puisse en tirer des conclusions sur la lecture qu'ils ont de ces "drames" et de l'attitude des socialistes, ils réagissent en citoyens.

Epinay appartient donc en propre aux socialistes et reste la référence, à la fois congrès fondateur qui purifie de tout ce qui assimilé au « double langage » ou aux compromissions des années Mollet, mais aussi étape aujourd'hui plus ambiguë d'une stratégie qui est arrivé à son but mais qui n'a pas réussi à changer la vie. Mais si l'histoire à sa place dans les contributions et motions, un congrès ne tranche pas entre différentes thèses d'historiens, mais entre des analyses et des stratégies politiques. Remarquons, d'une part que le droit d'inventaire, revendiqué par Lionel Jospin et de nombreux socialistes, sur la période Mitterrand n'est évoqué dans aucune des contributions présentées même si certaines le pratique et qu'il n'a donné lieu à aucun développement sérieux ; de même que ce rapport particulier des socialistes à leur propre histoire. D'autre part, au-delà de la constatation de l'effondrement du communisme, on ne note aucune analyse en profondeur des relations entre communisme et socialisme au cours de l'histoire dans les cinq motions. Si pour le « nouveau parti socialiste », « l'union de la gauche ne se décrète pas », si Nouveau monde fait de « l'Union des gauches : la stratégie gagnante », et Hollande constate qu'un grand PS est un préalable à l'union de la gauche, aucune analyse du passé n'appuie la démonstration. Il n'y a de leçons à tirer – voire à retenir - que des cinq dernières années écoulées.

L'histoire édifiante est toujours au service d'une démonstration, rarement d'un doute ou d'une hypothèse., et jamais d'une véritable confrontation. Et la désinvolture dans l'utilisation des guillemets que l'on relève dans la contribution de Marie-Noëlle Lienemann qui écrit : « *Jean Jaurès affirmait : "le vrai socialiste, c'est celui qui part du réel !"*. Cette définition de notre vocation a aujourd'hui encore tout son sens », confirme d'une certaine façon que l'histoire et les grands hommes ne servent bien souvent qu'à illustrer le propos, comme les belles images des magazines. L'histoire comme talisman, ou porte bonheur. Légende ? Présente mais en même temps très marginale, elle accompagne le quotidien des socialistes par l'évocation de grands noms, d'événements, de valeurs qui a eux seuls mobilisent la mémoire et, imagine-t-

on, les foules<sup>24</sup>. L'histoire est, en politique, avant tout émotive, affective, elle n'est pas en débat, elle ressoude la famille même autour d'idées fausses, ou la divise. Dans un parti où l'histoire ne s'apprend pas plus qu'avant, n'en déplaie aux nostalgiques, et où les réflexes de familles jouent moins, l'expression d'une grille de lecture commune de l'histoire est un rêve impossible, auquel ne semble s'accrocher encore que « le Nouveau monde ». Le congrès est pourtant l'occasion de la revivification de ces histoires particulières. Que les « rocardiens » – Michel Rocard, Bernard Poignand, Gérard Lindeperg... - en plusieurs occasions, aient fait entendre en ce domaine leur différence, témoigne de la permanence d'une culture socialiste très forte dans ce courant. Né de la guerre d'Algérie, et d'une certaine conception de l'engagement et de la morale en politique, avec tout ce que ce mélange peut avoir de détonnant, c'est sans doute le dernier à en exprimer aussi fortement les fondations historiques.

---

<sup>24</sup> « Notre histoire - 1830, 1848, 1870, 1936, 1945 - est l'histoire de ces combats et de ces conquêtes » Motion Pour un nouveau Parti socialiste. Dans son discours d'accueil, François Rebsamen déclarait à ses camarades : « Le destin de la gauche a toujours été de prendre en charge ces moments historiques, de libérer la France du joug seigneurial en 1789, de mettre fin à l'oppression absolutiste en 1830, de poser les grands principes de la fraternité en 1871, de conquérir des droits sociaux pour le peuple en 1936, de créer les conditions de l'unité nationale en 1945, de réaliser, en mai 1981, une alternance démocratique historique dont le pays avait tant besoin. A chacune de ces dates, le peuple de France a confié à la gauche la responsabilité d'accomplir un nouveau progrès. »